

Allemagne - Chine : comment les relations commerciales se compliquent entre deux champions des excédents commerciaux qui refusent de jouer les locomotives



Depuis dimanche, Angela Merkel est en Chine. Une visite marquée par des tensions grandissantes sur l'ouverture aux investissements étrangers alors que la volonté de l'entreprise chinoise Midea de racheter le fabricant de robots Kuka provoque la colère des Allemands.

Avec Jean-Marc Siroën

Atlantico : Depuis ce dimanche, Angela Merkel est en Chine. Cette visite de trois jours est marquée par la colère grandissante en Allemagne suite à l'offre de l'entreprise chinoise Midea de racheter le fabricant allemand de robots Kuka pour 4,6 milliards d'euros. Sans évoquer directement ce dossier, la chancelière a appelé ce dimanche à plus de réciprocité dans l'accueil d'investisseurs étrangers en Chine. Le Premier ministre chinois Li Keqiang a quant à lui déclaré "nous ne voulons pas de guerre commerciale". Alors que ces deux pays sont des partenaires commerciaux de premier plan, comment expliquez-vous leurs tensions grandissantes ? Quels sont leurs principaux désaccords ?

Jean-Marc Siroën : Les désaccords sont assez traditionnels, mais s'amplifient dans des périodes de doute. La tentation du repli a pris de l'ampleur à peu près partout dans le monde. Dans le cas de rachat de Kuka par une entreprise chinoise, Midea, le conflit n'est pas un conflit commercial *stricto sensu*. Il ne porte pas sur l'ouverture de l'Allemagne aux importations chinoises mais sur une prise de participation. Autant le commerce des biens fait l'objet d'une régulation internationale orchestrée par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), autant l'ouverture aux investissements directs est largement laissée au bon vouloir des pays. L'Allemagne et, d'une manière générale, l'Europe, posent beaucoup moins de restrictions que la Chine. D'où l'exigence assez logique de réciprocité de la part de l'Allemagne, mais qui ne doit pas cacher le fait que les prises de participation de la Chine dans des firmes en difficulté, comme Peugeot, ont non seulement été accueillies, mais parfois recherchées. Ces participations sont néanmoins le plus souvent minoritaires.

A l'inverse, ne peut-on pas estimer, puisque l'Allemagne affiche la balance commerciale la plus importante au monde, que les critiques d'Angela Merkel sont déplacées, même vis-à-vis de la Chine ?

L'Allemagne dispose d'un excédent colossal qui irrite non seulement ses partenaires mais aussi les organisations internationales. Les excédents de l'Allemagne - et de la Chine - ont pour contrepartie le déficit des autres. Ces pays le doivent certes à leur compétitivité, mais également à leur excédent d'épargne. Les ménages allemands, comme les ménages chinois, consomment (et donc importent) relativement peu. **Ils vivent en-dessous de leurs moyens alors que l'intérêt de l'économie mondiale serait que ces pays jouent un rôle de locomotive.** Ils se disputent, mais sont eux-mêmes critiqués par le reste du monde pour des raisons similaires ! Mais attention, la prise de participation chinoise ne va pas réduire l'excédent de la balance des paiements allemande mais

l'accroître au contraire, car l'entrée de capitaux étrangers a le même effet qu'une augmentation des exportations. La tension n'est donc pas là. Elle réside dans la volonté allemande de préserver son indépendance industrielle dans un secteur qui est devenu stratégique. Faut-il laisser entrer un concurrent aussi menaçant que la Chine dans un secteur-clé de l'économie du futur, au risque que celle-ci s'approprie la technologie allemande ?

La Chine a récemment demandé à l'Europe de lui accorder le statut d'économie de marché. Peut-elle y prétendre ? Avec quelles conséquences pour l'Union européenne ?

La Chine est entrée à l'OMC en 2001 sans bénéficier du statut d'économie de marché avec, néanmoins, la possibilité de l'obtenir dans les 15 ans, donc cette année. En réalité, ce statut n'a de réelle implication que pour les actions *antidumping* qui permettent à des pays importateurs de sanctionner, par un droit spécifique, les importations facturées à un prix anormalement bas qui portent préjudice à l'industrie nationale. Avec le statut d'économie de marché, ces droits seraient plus difficiles à imposer, sans qu'ils soient pour autant inaccessibles. De fait, il est vrai que les prix chinois ne sont pas toujours fixés selon les règles du marché...

Dans quelle mesure les pratiques commerciales de la Chine en Europe sont-elles déloyales ? Inversement, dans quelle mesure les conditions d'investissement en Chine pénalisent-elles les entreprises européennes ?

D'abord, il ne faut pas oublier qu'une bonne partie du *made in China* est un assemblage de composants produits ailleurs (téléphones, tablettes, etc.) et contrôlés par des firmes occidentales donneuses d'ordre. L'OMC accepte des sanctions en cas de *dumping* ou de subventions et les pays importateurs ne s'en privent pas. Les firmes chinoises, souvent en situation de surproduction, peuvent être tentées de brader leurs surplus sur les marchés étrangers. **La chute du renminbi, après une période de hausse, risque aussi de raviver des tensions**, mais l'euro a lui-même beaucoup baissé. De même, les accusations de déloyauté visent moins les salaires, qui ont augmenté en remettant d'ailleurs en cause l'ancien modèle chinois. **En fait, ce qui inquiète aujourd'hui, c'est un bond en avant de la Chine dans les industries du futur - des panneaux solaires aux robots -, secteurs qui fondent l'espoir de réindustrialisation des "vieux" pays.** La déloyauté viendrait donc des modes de financements des entreprises concernées, des subventions déguisées, du "pillage" des technologies. Il n'est pas sûr pour autant qu'on puisse totalement se passer des entreprises chinoises....